

sés. Or, les taux ont remonté à 20 p. 100. Son comité prendra-il cette question aussi au sérieux que le Comité permanent des finances et des affaires économiques? Fera-il une enquête?

• (1500)

M. Garth Turner (Halton—Peel): Monsieur le Président, la question du député est bien posée. Comme le savent les députés, les membres de mon comité, de tous les partis, ont fait savoir qu'à leur avis, la question des taux d'intérêt des cartes de crédit doit être examinée. Les membres de tous les partis ont convenu d'en discuter et ils le feront demain matin. Je m'attends que nous en discussions avec toute la célérité voulue.

INITIATIVES MINISTÉRIELLES

[Traduction]

LE BUDGET

L'EXPOSÉ FINANCIER DU MINISTRE DES FINANCES

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Wilson (Etobicoke—Centre) portant que la Chambre approuve en général la politique budgétaire du gouvernement, ainsi que l'étude de l'amendement de M. MacLaren (p. 1095).

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester): Monsieur le Président, outre quelques brèves déclarations et observations, ce discours est mon premier à la Chambre des communes. C'est un grand honneur pour moi.

J'aimerais profiter de cette occasion pour remercier ceux qui m'ont élu à ce poste, les habitants de Cumberland—Colchester, circonscription située au nord de la Nouvelle-Écosse. Ces personnes m'ont choisi pour les représenter à la Chambre, comme député.

J'ai observé de nombreux nouveaux députés alors qu'ils essayaient d'exprimer leur gratitude, leur humilité et leur reconnaissance aux mandants qui donnent l'occasion de les représenter. J'ai vu leur difficulté et je sais maintenant à quel point il est difficile d'exprimer cette gratitude. Je vous assure, monsieur le Président, que je suis vraiment reconnaissant d'avoir cette occasion, et j'espère pouvoir justifier la confiance que mes mandants m'ont manifestée.

Le budget—M. Casey

Depuis que je suis député, c'est-à-dire depuis maintenant cinq mois, je connais toutes sortes d'émotions. J'ai trouvé intéressant, frustrant, captivant et embarrassant d'être député, mais il y a toujours beaucoup à apprendre. En une journée de travail, nous pouvons parler de budget, de développement régional, de forêts, de pêches, de défense, de garderies, d'anciens combattants, de science et de technologie, d'affaires indiennes, et cetera. Dans mon travail de député, j'apprécie surtout d'avoir la chance de mieux connaître le Canada et les divers aspects de la vie canadienne.

Avant d'aborder le budget, je voudrais vous parler de deux leçons que m'a apprises la population du Canada les dix derniers jours. Je suis très heureux d'avoir pu tirer partie de ces leçons.

J'ai d'abord appris que la population canadienne veut des hommes et des femmes politiques de bonne foi. Les Canadiens appuieront leurs représentants publics à fond s'ils sont convaincus de leur crédibilité. J'ai également découvert que nous, hommes politiques, avons tendance à sous-estimer la capacité des Canadiens de séparer le bon grain de l'ivraie, de faire la juste part des choses et de déterminer la vraie version des faits, malgré les renseignements contradictoires qui peuvent être diffusés.

La première leçon, c'est que les Canadiens veulent des hommes et leurs femmes politiques de bonne foi. Chacun se souvient sans doute qu'il y a une semaine et demie, certains renseignements sur le budget étaient rendus publics un peu trop tôt. On a parlé d'une fuite. Je ne crois que ce soit juste, parce qu'on définit généralement une fuite comme la divulgation de renseignements par accident, et dans ce cas-ci, ce n'était pas un accident. Un homme bien résolu s'est enfui en emportant des renseignements secrets sur le budget. Cet homme a tenté de vendre les renseignements qu'il détenait aux médias, mais ça n'a pas marché. Il a ensuite voulu les transmettre aux médias par téléphone et ça n'a pas marché non plus. En fin de compte, il a dû les remettre en mains propres à un représentant des médias. Ses renseignements ont finalement été rendus publics, ce qui a énormément embarrassé le ministre des Finances (M. Wilson).

Je soutiens que très peu de ministres des Finances auraient pu survivre aux attaques qui ont suivi la divulgation prématurée de ces renseignements.